

Journal paraissant deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche.

RUE BERTIN-POIRÉE, 8.



# JOURNAL des Sans-Culottes

PAR LE CITOYEN CONSTANT HILBEY.

N° 3. Du Jeudi 8 au 11 juin 1848.

**SOMMAIRE.** Détails des manœuvres employées pour empêcher la publication du journal *des Sans-Culottes*.

— Projet de décret contre les attroupements. — Protestation du club populaire de la Sorbonne. — Persécutions. — Lettre au rédacteur. — A la Garde mobile. — Louis-Philippe effacé. — Trois prétendants. — Aux Femmes patriotes.

**Détails des manœuvres employées pour empêcher la publication du Journal des Sans-Culottes.**

Dimanche 28 mai le procureur de la République s'est présenté chez mon imprimeur, M. Bautreche, rue de la Harpe, 90, pour lui signifier de ne point me livrer les exemplaires. Déjà une partie se trouvait dans les mains des crieurs. Le procureur de la République a déclaré qu'il avait fait acheter ces exemplaires par la police. Mon journal n'a pas été saisi, il a été supprimé violemment, arbitrairement.

La déclaration du procureur de la République étant accompagnée d'une invitation de me rendre chez lui pour recevoir les explications d'un abus de pouvoir aussi monstrueux, je n'ai pas cru devoir me rendre à cette invitation, ce qui a donné lieu à une nouvelle visite faite chez l'imprimeur par un agent habillé en garde national pour m'y découvrir, lequel a dit qu'on l'avait assuré qu'il me trouverait là. Il est vrai que j'étais présent, mais j'eus soin de ne point me faire connaître en fermant par un coup d'œil la bouche à l'imprimeur qui allait me désigner à cet agent, et je m'esquivai pour fuir l'oppression qui règne sous le nom de justice. Ces persécutions ne sont pas nouvelles pour moi, je les ai subies plus d'une fois sous le gouvernement déchu, mais jamais elles n'avaient été si odieuses.

On veut nous lasser de la République; mais du courage, les faux républicains tomberont, et la République triomphera. Tout ce que le gouvernement de Louis-Philippe a tenté contre moi a tourné contre lui; il en sera de même cette fois, et le Gouvernement ne recueillera d'autre fruit de son action que la honte de l'avoir commise.

On lit dans *l'Assemblée Nationale* du 5 juin :

« La commission exécutive avait annoncé qu'elle présenterait à l'Assemblée un projet de décret sur *l'affichage*. Qu'est-il besoin d'un nouveau décret? Il existe une loi précise. A quoi bon l'intervention de la commission exécutive, qui veut et ne veut pas, qui fait et qui défait, qui menace et qui a peur? Le préfet de police a tout pouvoir pour appliquer la loi. Que le préfet ouvre le *Bulletin des lois*, il y trouvera une loi, promulguée le 10 décembre 1830, dont il n'a faire copier les trois premiers articles, pour les encadrer dans un arrêté qui en ordonne l'exécution.

« Les considérants en seront bien naturels :

« Attendu que l'Assemblée nationale est réunie; que le droit de pétition est en vigueur; que la liberté de la presse est plus illimitée que jamais; qu'il n'y a pas lieu à des élections générales, et que l'expression de vœux isolés, affichée sur les murs de la capitale, ne donne lieu souvent qu'à des attroupements nuisibles, quelquefois même à des rixes dangereuses, nous avons arrêté que les dispositions suivantes de la loi du 10 décembre 1830 seraient remises en vigueur. » (Suivent

les trois articles indiqués, que nous recommandons à M. le préfet de police.) Qu'il agisse, et les Parisiens lui en sauront gré, surtout par comparaison avec l'inaction du pouvoir. »

Où, qu'est-il besoin d'un nouveau décret? il existe une loi précise; qu'est-il besoin de lois libérales? il existe des lois tyranniques; qu'est-il besoin d'une république? il existe une monarchie. Il serait plus court, j'en conviens, de remettre en vigueur sans discussion la loi du 10 décembre 1830, mais il serait plus court aussi d'effacer ces trois mots : *liberté, égalité, fraternité*, et d'écrire à la place : IL N'Y A PAS EU DE RÉVOLUTION LE 24 FÉVRIER.

Si cette loi contre l'affichage passe, on en reviendra ensuite au timbre et au cautionnement pour les journaux, alors la presse démocratique sera tuée, il n'y aura plus comme par le passé que la presse des bourgeois, des riches, des privilégiés, qui viendra semer parmi vous la corruption et le mensonge; on vous calomnierait, et il vous sera interdit de répondre; on vous trahira, et il vous sera impossible de dénoncer les traîtres; on vous massacrera, et la plainte vous sera défendue! Une main de fer, la main de la tyrannie, pèsera sur vos têtes; les scélérats vivront dans les honneurs, les justes seront persécutés, les beautés de la nature ne toucheront plus votre âme, la lumière du jour si douce à l'homme libre vous sera importune. Vous ne respirerez plus cet air doux et pur que vous avez respiré un instant le 24 février, et que vous pourriez respirer toujours sous des lois justes.

## Projet de décret contre les attroupements.

On lit dans une affiche signée Armand Marrast :

« Le Gouvernement a dû se préoccuper des attroupements qui se forment depuis plusieurs jours sur divers points de la capitale, des ordres ont été donnés pour les dissiper. Le pouvoir républicain ne se résigne qu'avec douleur aux répressions sévères, (oui, et aux bastilles n'est-ce pas!) mais plus il est décidé à maintenir la liberté (la liberté d'incarcérer les patriotes et de supprimer leurs écrits) plus il a le devoir de ne pas la laisser compromettre par une agitation turbulente stérile qui ne profite qu'au désordre et où les mercenaires subalternes de quelques prétendants jettent de nouveaux germes de trouble et d'anarchie. »

Vous le voyez on veut se servir de prétendants pour détruire toutes vos libertés, celle de vous rassembler comme celle d'afficher des écrits politiques; c'est ainsi que le jour de la manifestation du 17 mars on traitait d'agents du duc de Bordeaux ceux qui voulaient parler contre le Gouvernement provisoire. Aujourd'hui on appelle mercenaires subalternes de quelques prétendants les patriotes qui se rassemblent pour s'occuper de leurs intérêts; mais sans aucun prétexte on ne peut attenter aux libertés du peuple. Quels sont ces hommes qui gorgés de vos dépouilles, trouvent au milieu de l'orgie l'ignoble courage de vous traiter d'anarchistes et de factieux! Dans une société bien organisée il n'y a pas d'anarchistes, car l'intérêt de chacun consiste à maintenir l'ordre établi, et si l'on recommence à parler d'anarchistes c'est qu'il s'élève de nouveaux tyrans! mais ces proclamations ne sont que le prélude du coup que l'on veut frapper, c'est la loi martiale de l'infâme Mirabeau qu'on veut remettre en vigueur. Il avait été annoncé qu'un décret contre les attroupements serait présenté à l'Assemblée avec le projet de décret sur l'affichage; ces deux projets en effet vont bien ensemble, l'un conçu par les vendus de Louis-Philippe en 1830, et l'autre proposé en 1789 par Mirabeau vendu à Louis XVI. Voici ce que disait à l'occasion de la loi martiale *l'Ami du Peuple*:

« Lorsqu'une nation travaille à rompre ses fers, lorsqu'elle se débat contre les ennemis publics qui cherchent à la livrer à l'anarchie ou à la replonger dans la servitude pour la tyranniser à leur gré, une loi martiale devient un mur d'airain élevé autour de l'abîme dans lequel elle est plongée; ô Mirabeau, quand tu n'aurais fait que ce mal à la France, ton nom devrait être en horreur aux bons citoyens. »

(*l'Ami du Peuple*, 11 novembre 1789.)

C'est en vertu de cette loi que Lafayette commanda plus tard le massacre du Champ-de-Mars, il y avait en temps-là des patriotes dont on voulait se débarrasser. Ces patriotes s'étant réunis au Champ-de-Mars pour signer une pétition, l'illustre Lafayette, héros du grand Lamartine, profita de l'occasion pour les faire massacrer.

Voici ce que ces horreurs soulevèrent d'indignation dans le cœur de *l'Ami du Peuple*:

« Jamais pareil tissu d'infamies, de scélératesse et d'horreurs ne fut mis en œuvre par les tyrans pour étouffer la liberté et perdre ses défenseurs, et ce sont nos propres mandataires, des hommes que nous avons honorés de notre choix, des hommes que nous avons investis de nos pouvoirs pour défendre nos droits et nos intérêts, pour assurer notre liberté qui nous trahissent avec tant de perfidie....

« Croirait-on que les infâmes satellites du général (Lafayette) que ces brigands en uniforme ont poussé leur lâche barbarie, jusqu'à massacrer de sang-froid des citoyens sans armes, des vieillards, des femmes et des enfants....

« Infâmes législateurs, vils scélérats, monstres altérés d'or et de sang, brigands privilégiés qui trafiquez avec le monarque de nos fortunes, de nos droits, de notre liberté, de nos vies. Vous avez cru frapper de terreur les écrivains patriotes et les glacer d'effroi à la vue des supplices. Je me flatte qu'ils ne molliront pas; quant à *l'Ami du peuple* vous savez depuis longtemps que tous vos décrets attentatoires à la déclaration des droits ne sont pour lui que des torches-c...; que ne peut-il rallier à sa voix deux mille hommes déterminés pour sauver la patrie, il irait à leur tête arracher le cœur de l'infâme Motté au milieu de ses nombreux bataillons d'esclaves, il irait brûler dans son palais le monarque et ses suppôts; il irait vous empaler sur vos sièges et vous ensevelir sous les débris embrasés de votre antre. Juste ciel, que ne peut-il faire passer dans l'âme de ses concitoyens les feux qui dévorent la sienne! Que ne peut-il laisser aux tyrans du monde entier un exemple effrayant des vengeances populaires! O ma patrie! reçois les accents de ma douleur et de mon désespoir. »

*L'Ami du peuple*, 20 juillet 1791.

## Protestation du club populaire de la Sorbonne.

Le Club de la Sorbonne dénonce à l'Assemblée nationale un attentat odieux et officiel commis contre la liberté de la presse :

La publication du journal *des Sans-Culottes*, rédigé par le citoyen Constant Hilbey, a été entravée par les mesures du parquet et de la police, sans qu'on ait daigné motiver un pareil arbitraire; le rédacteur est menacé dans sa liberté, les crieurs ont été arrêtés et maltraités au nom de la République.

De ces faits inqualifiables, les imprimeurs prennent prétexte pour refuser, les uns les livraisons payées, les autres l'impression du journal proscrit; car les abus se donnent la main, et l'arbitraire du parquet autorise l'arbitraire de l'imprimeur.

Il est temps cependant que les entraves qui pèsent sur la pensée disparaissent devant le droit démocratique.

C'est pourquoi le Club de la Sorbonne proteste unani-



mement contre les faits qu'il signale, et demande qu'ils soient promptement et énergiquement réprimés.

Il demande en outre la suppression des brevets, abus monarchique qui subordonne le droit de l'écrivain au caprice de l'imprimeur.

Par cette double mesure seulement la liberté de la presse deviendra une vérité; jusqu'alors elle n'est qu'une dérision.

Pour le Club populaire de la Sorbonne,

Le président : LANIER.

Les secrétaires : Emile VOLLET et Ch. THÉVENOT.

(Extrait de la Commune de Paris.)

#### Persécution.

Les journaux annoncent la démission du *procureur de la République*, mais il paraît que la persécution prend sa source plus haut, car elle n'a point donné elle sa démission, et les exemplaires de mon premier numéro ne m'ont point été rendus.

Voici ce que m'écrit le citoyen Cirier, dont j'ai cité une lettre dans mon premier numéro :

« Est-ce que vous ne pourriez pas, cher citoyen, essayer de faire comprendre à cet homme (à Victor Hugo), tout ce que, depuis une certaine époque, sa personne inspire de mépris à vous, à moi, à tous les honnêtes gens. Je sais bien que déjà vous l'avez tenté, mais la police a sauvé le poète ou plutôt il s'est trouvé bien à point un autre poète pour abriter celui dont nous parlons. Vous nous avez donné *vénalité des journaux*. Ah! que je voudrais bien avoir de votre main aussi la *VÉNALITÉ DES POÈTES*.

#### Lettre au rédacteur.

Citoyen rédacteur,

Depuis le 25 février chacun s'agit pour se fixer une opinion définitive à l'égard du gouvernement républicain; les uns prétendent qu'ils sont patriotes, les autres prétendent le contraire. Les premiers disent que tous leurs actes sont marqués au coin du civisme, les derniers au contraire ont commencé par douter, puis ils ont reconnu qu'ils étaient indignement trahis, que ceux qui avaient crié le plus fort, *je suis républicain* étaient positivement ceux qui l'étaient le moins, que s'ils sont vraiment républicains il faudrait convenir que Louis-Philippe, ses valets et ses bourreaux l'étaient autant que le gouvernement républicain lui-même, puisque rien n'est changé ni au moral ni au physique.

A mon avis ces citoyens se trompent à certains égards, car il y a quatre mois, le peuple mangeait encore du pain sec il est vrai; aujourd'hui il est à la veille de n'en plus avoir sous prétexte que c'est une aumône faite au peuple, aumône qui doit faire rougir de fiers républicains (et qu'en définitive cela coûte trop cher à la République.)

Ce n'est pas tout, il y a quatre mois le gouvernement était franchement monarchique; aujourd'hui il est fausement républicain, et en voici la preuve :

A l'issue de la Révolution de février, lorsque le gouvernement provisoire faisait inscrire sur tous les monuments publics la devise Liberté, Egalité, Fraternité; je fis une remarque, c'est qu'en nul endroit on ne l'avait incrustée dans la pierre; alors je pensai que ce serait en effet plus facile à effacer la peinture qu'à user cette devise profondément gravée.

J'aurais pu me tromper, mais non, mon pressentiment était fondé : car indépendamment de la chapelle expiatoire élevée à Louis XVI et conservée de nos jours, des statues de Louis XV, Louis XIV, Henri IV qui sont encore à leurs places, de celle du duc d'Orléans gardée avec soin dans un de nos musées, de celle de Malesherbes défenseur de Louis XVI encore aujourd'hui au palais de justice, de presque toutes celles qui ornent l'Hôtel-de-Ville extérieurement, de toutes ces images royales en un mot qui sont d'un effet très discordant avec un gouvernement républicain; il est une rouerie que les membres du gouvernement ont employée pour abuser le peuple, celle de plâtrer ces royales figures pour les dissimuler au peuple qui en croit franchement quelques-unes d'enlevées.

J'engage donc tous les vrais patriotes à examiner avec attention ces replâtrages qui couvrent les reliefs du duc d'Orléans sur le piédestal placé dans la cour du Louvre; ils y liront quelques mots adressés aux victimes de février et dessous le démenti le plus formel.

J'engage aussi tous les patriotes qui connaissent le

monument élevé à Malesherbes dans la salle des Pas-Perdus au palais de justice, de remarquer avec quel art on les a abusés en couvrant les bas-reliefs d'un papier marbre parfaitement identique, et si bien arrangé que l'œil le plus exercé peut facilement s'y méprendre. On remarquera que la statue à droite de Malesherbes tient un bouclier que l'on a plâtré depuis peu, ainsi que l'inscription qui se trouvait placée sur le milieu du monument, sous les pieds de Malesherbes; au-dessous de cette inscription était un bas-relief représentant Louis XVI dans sa prison.

Les voilà donc ces hommes qui prétendent nous abuser en se disant républicains, qui veulent en imposer au peuple en lui parlant sans cesse d'ordre et de fraternité, qui non contents de mentir effrontément, voudraient encore par l'oppression la plus odieuse nous ravir nos droits, notre liberté, notre vie!... Mais patience, si le peuple trop confiant fut encore une fois trompé, s'il fut trop généreux à l'égard des coupables, il reconnaîtra bientôt que la clémence compromet sa liberté et cette fois malheur aux traîtres!

CHEVREMENT, ouvrier gantier.

Ce 6 Juin 1848.

P. S. Notre vertueux et modeste Gouvernement voulant perpétuer la mémoire de nos illustrations républicaines, vient de transformer la rue Coquenard en rue Lamartine.

O peuple souverain! hâte-toi de surpasser en reconnaissance tes dignes mandataires, et sans plus tarder ouvre une souscription nationale pour élever à ce phénomène républicain une statue colossale que tu placeras n'importe où, en attendant celle de la Liberté.

O prostitution!...

#### A la Garde mobile.

Dans vos rangs, citoyens gardes mobiles, se trouvent des combattants du 24 février qui, voyant la liberté reconquise n'ont pas hésité à s'enrôler sous ses drapeaux; supposant la révolution terminée, vous n'avez pu songer à des luttes intestines; vous n'avez vu que les ennemis du dehors, il en restait au dedans, mais ils se cachaient sous le masque du patriotisme. Aujourd'hui, la République se divise en deux camps : d'un côté, tous les amis de Louis-Philippe, tous ses agents, tous ses municipaux, tous ceux enfin contre lesquels vous avez combattu le 24 février; de l'autre côté, tous les démocrates, tous les cœurs généreux, tous les républicains, tous ceux enfin dont vous avez partagé les misères, les souffrances, les périls, les combats et la gloire, votre cœur est avec ceux-là; et si quelques-uns d'entre vous se sont laissés égarer par des séductions perfides ou intimidés par des menaces coupables, ils rougissent de leur faiblesse et reviennent de leur erreur; aussi ceux qui ont espéré faire de vous un instrument pour consommer leurs odieux attentats commencent à vous craindre; ils frémissent de trouver en vous des soutiens de la liberté. Qu'ils frémissent, car les héros du 24 février ne deviendront jamais des instruments d'oppression. Les soldats de la République ne seront jamais les esclaves de la royauté.

#### Louis-Philippe effacé.

Un des droits les plus précieux pour lesquels le peuple s'est levé le 24 février est la liberté de la presse, et le Gouvernement provisoire n'a pu exister qu'à la condition de proclamer cette liberté et le droit de réunion LA PRESSE EST LIBRE, a-t-il dit, et il a su rendre cette liberté illusoire jusqu'au moment où enfin des décrets sont proposés pour la détruire ouvertement; voici ce qu'on trouve dans un projet de décret lu à l'Assemblée nationale.

Toute provocation à un attroupement armé ou non armé, par des discours, (liberté de la parole) écrits imprimés (liberté de la presse), affichés ou distribués, (droit d'affichage et de colportage) sera puni comme le crime ou le délit ci-dessus établi, les imprimeurs, graveurs, lithographes, afficheurs et distributeurs seront punis comme complices.

Après un pareil projet aucune réflexion n'est possible. Louis-Philippe est effacé.

Le bruit s'est répandu que mon second numéro avait été saisi, ce bruit n'était pas fondé, ce qui a pu le faire croire, c'est que n'ayant pas fait tirer d'abord un assez grand nombre d'exemplaires, on en a manqué lundi toute la journée.

#### Attroupements dispersés par la force.

J'apprends au moment de mettre sous presse que la troupe et la garde bourgeoise ont marché contre des attroupements d'ouvriers formés hier mardi aux portes Saint-Denis et Saint-Martin, les *trois sommations* de la loi martiale ont été faites, bien que la loi contre les attroupements ait été abolie le 24 février. Le peuple s'est retiré en chantant la Marseillaise.

#### Trois prétendants.

On me dit que Louis Napoléon trame un complot, le peuple doit donc se tenir en garde contre les folies de cet être-là qui n'a d'autre avantage que de porter le nom d'un despote. J'espère que vous avez eu assez de *princes*. Il serait désastreux qu'une seule goutte de sang fût versée pour une pareille cause, ce n'est pas une raison pour que l'autorité empêche les réunions, car sous aucun prétexte et pour aucun motif elle ne peut porter atteinte à ce droit sacré, c'est une raison au contraire pour que tous les patriotes ressèrent entre eux les liens de la fraternité et se concertent pour ne pas tomber dans un piège. Si donc il arrivait quelque événement et que Louis Napoléon se présentât au milieu de vous, c'est à vous de savoir ce que vous en devez faire!... Je n'ai jamais sollicité de places pour personne, mais je vois là trois prétendants, le duc de Bordeaux, la Régence et Louis Napoléon auxquels je désirerais qu'on en donnât une..., afin que le peuple fût tranquille après; car il serait épouvantable qu'une nation toute entière fût encore une fois plongée dans l'anarchie par les ambitions de ces trois tyrannaux!

#### Aux Femmes patriotes.

Citoyennes.

Les femmes ont joué un grand rôle dans la révolution française, c'est à elles qu'on doit les journées des 5 et 6 octobre, ce sont elles qui à la Convention nationale en 1793 expulsaient des tribunes les mouchards des girondins et soutenaient de leur approbation les patriotes de la Montagne! Ces femmes héroïques ont été baptisées du nom de *furies* par nos infâmes oppresseurs.

Le moment est enfin venu de réhabiliter vos mères! Les hommes savent vaincre, mais ils s'endorment sur leurs lauriers le lendemain du combat, ils se laissent mener par le nez.... On vous dira que les femmes ne doivent pas s'occuper de politique, qu'elles ne doivent s'occuper que de leurs enfants; laissez dire les niais et pestez les aristocrates; vous occuper de politique c'est vous occuper de vos enfants qu'on veut déshériter de leur part de bonheur.

Trop longtemps vous avez souffert les tortures de mariages malheureux, tristes fruits de l'inégalité; trop longtemps vous avez été sacrifiées à la fortune, aux convenances, aux préjugés. Ah! faites que vos filles ne soient pas immolées comme vous, qu'elles puissent s'unir à l'époux de leur choix, et passer au sein du bonheur et de la vertu une vie que trop souvent vous passez dans l'infortune.

#### Un républicain de la veille m'écrit :

« A la bonne heure, mon estimable ami, vous voilà à la pompe pendant que la tempête fait sombrer le vaisseau; c'est bien à vous, je vous félicite de tout mon cœur de votre début. Il n'était pas naturel, selon moi, de vous voir muet. J'apprends de vos nouvelles littéraires, comme toujours, parmi le tumulte des hourras de la police!... Vous avez donc de l'aimant sur vous pour attirer cette foudre... Et dans quel pays, bon Dieu, vivons-nous? C'est désastreux, et j'en gémis tout mon soul, parce que cela me présage des déchirements et des tourmentes, desquels ne surgit pas toujours le bonheur de la patrie. » M... T...

Un parfumeur de la rue Richelieu m'écrit pour me prier de lui envoyer mon courtier, afin qu'il traite avec moi d'une forte commande de son annonce pour insérer dans mon journal, comme si les gens qui sont sans culottes pouvaient acheter des parfums! Pour éviter aux parfumeurs et autres marchands la peine de m'écire, je leur fais savoir ici que leur maison, fût-elle pleine d'or, ils n'auront point de place dans mon journal, imitant en cela le sans-culotte qui les a chassés du temple.

Le Rédacteur-Gérant CONSTANT HUBBY.

Paris, Imprimerie de Poussielgue, rue du Croissant, 12.